

Tendre la main aux enfants et aux jeunes de l'Ontario, Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, et plus encore dans notre bulletin de septembre.

[View this email in your browser](#)



Twitter



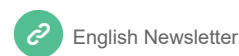
Facebook



LinkedIn



Instagram



English Newsletter

Dans le bulletin de ce mois-ci :

- Tendre la main aux enfants et aux jeunes de l'Ontario
- Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes : Souligner les contributions de la communauté franco-ontarienne
- Ici, là et partout – là où vous nous avez peut-être vus en septembre
- Octobre est le mois de la prévention de la maltraitance des enfants - #JeROMPSlesilence!
- Comment nous pouvons aider – Règlements de cas réussis

TENDRE LA MAIN AUX ENFANTS ET AUX JEUNES DE L'ONTARIO

L'Ombudsman Paul Dubé et son personnel ont participé à plusieurs événements de sensibilisation le mois dernier, afin de communiquer avec les jeunes et les intervenants du secteur du bien-être de l'enfance pour leur faire savoir comment notre Unité des enfants et des jeunes travaille, et comment nous pouvons contribuer à faire respecter les droits des jeunes.



Lors de la conférence annuelle de la Foster Parents Society of Ontario, notre

personnel [a répondu aux questions](#) à propos des changements apportés à notre mandat – expliquant par exemple comment nous pouvons traiter les plaintes des adultes et des jeunes. Nous avons discuté de la façon dont nous réglons les préoccupations soulevées au sujet des sociétés d'aide à l'enfance, des titulaires de permis d'établissement, des établissements de traitement en milieu fermé et des services de justice pour la jeunesse, et nous avons partagé nos [ressources d'information](#).

Le 26 septembre, l'Ombudsman Paul Dubé a pris la parole à la conférence annuelle de Justice pour les jeunes de l'Ontario, pour expliquer quelles sont les plaintes les plus courantes que nous traitons, et comment nous le faisons, au personnel des établissements de garde pour les jeunes qui sont gérés par des organismes de transfert de paiement.

De plus, la directrice de notre Unité des enfants et des jeunes, Diana Cooke, a représenté notre bureau lors de la récente réunion du Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) à Winnipeg, où le CCDEJ a rendu public son *Rapport national sur le suicide chez les jeunes*. Ce rapport souligne que le suicide est la deuxième cause principale de décès chez les jeunes de 10 à 24 ans au Canada, et signale que trop de jeunes (autochtones, LGBTQ2S+ et jeunes racialisés en particulier) ont des besoins de santé mentale auxquels le système ne répond pas. [Lire le document ici](#).

Communiquez avec nous ici si vous avez une question ou une plainte

**SOULIGNER LES CONTRIBUTIONS DES
FRANCOPHONES EN ONTARIO**



Le 25 septembre, la communauté francophone et francophile s'est réunie autour du drapeau vert et blanc pour célébrer le Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes dans les communautés partout dans la province.

« Aujourd'hui, et chaque jour, nous reconnaissons les contributions culturelles, sociales, économiques et politiques de la population francophone de l'Ontario », a dit l'Ombudsman Paul Dubé. « Je suis fier que mon Bureau continue de promouvoir les droits linguistiques en français afin de préserver ce patrimoine pour les générations futures. »

L'Ombudsman a assisté à deux cérémonies de lever du drapeau franco-ontarien : la première, à Queen's Park, était organisée par l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, en présence de la ministre des Affaires francophones Caroline Mulroney et de députés provinciaux de tous les partis. La deuxième, qui a eu lieu à l'hôtel de ville de Toronto, était organisée par l'Association des communautés francophones de l'Ontario à Toronto. Le maire John Tory et la conseillère Jennifer McKelvie, présidente du Comité des affaires francophones de la Ville de Toronto, y ont notamment pris la parole. Des écoliers des conseils scolaires MonAvenir et Viamonde étaient aussi présents à ces deux événements.

L'Ombudsman Paul Dubé, qui est actuellement Commissaire intérimaire aux Services en français, a souligné que le recrutement d'un commissaire permanent au sein de son bureau se poursuit et que le candidat retenu [sera annoncé à la fin de l'automne](#). L'Ombudsman sélectionnera ce nouveau Commissaire avec l'aide des

experts Michael A. Carrier (Commissaire aux langues officielles par intérim du Nouveau-Brunswick) et Linda Cardinal (professeure à l'Université d'Ottawa et spécialiste mondialement connue en droits linguistiques).

« Je suis heureux du nombre et de la qualité des candidats potentiels jusqu'à présent », a déclaré l'Ombudsman. « Le nouveau Commissaire sera quelqu'un qui a de bonnes connaissances de la communauté franco-ontarienne et une solide crédibilité auprès d'elle, ainsi qu'un sens aigu de l'équité et de la justice. »

ICI, LÀ ET PARTOUT

L'OMBUDSMAN SOUHAITE LA BIENVENUE AUX STAGIAIRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE CETTE ANNÉE



À la fin de septembre, l'Ombudsman Paul Dubé a rencontré les stagiaires du Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario 2019-2020. Ils ont parlé du rôle joué par notre Bureau pour régler des milliers de plaintes individuelles chaque année, et de la façon dont l'Ombudsman fait des recommandations pour améliorer la gouvernance du secteur public. Le [Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario](#) est un programme non partisan de 10 mois qui permet à de nouveaux diplômés universitaires de travailler avec des députés provinciaux (DP).

NOUER DE SOLIDES RELATIONS

Au cours des quelques dernières semaines, l'Ombudsman Paul Dubé a eu des réunions instructives et constructives avec plusieurs intervenants des services en

français – dont des discussions avec Susan Fitzpatrick, directrice générale par intérim de Santé Ontario, sur l'importance des consultations dans la planification des services en français pour les soins de santé, et Marie-Lison Fougère, sous-ministre des Affaires francophones. Ces rencontres constitueront le fondement de consultations régulières et d'une collaboration efficace pour la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services en français partout dans la province.

MOMENTS AVEC LES MUNICIPALITÉS



Vous nous avez peut-être vus à l'Ontario East Municipal Conference à Cornwall en septembre. Notre personnel a parlé avec des représentants de dizaines de municipalités, leur montrant comment consulter notre [Recueil des réunions publiques](#), et leur a distribué des copies de nos [cartes-conseils](#) utiles et pratiques.

Nous étions aussi au congrès annuel de l'Association française des municipalités de l'Ontario, à Sudbury, à la fin septembre. Notre personnel a rencontré des membres de conseils et des employés municipaux, partageant avec eux nos ressources pour les municipalités et discutant de sujets importants pour les municipalités francophones en milieu rural et en milieu urbain.

PROTÉGER LES ENFANTS ET LES JEUNES

Octobre est le Mois de la prévention de la maltraitance des enfants – c'est l'occasion de discuter des droits qu'ont les jeunes à la sécurité et au bien-être, et d'examiner les moyens dont nous pouvons dépister et prévenir les cas de maltraitance des enfants dans nos communautés. Tout au long du mois, les médias sociaux de l'Ombudsman partageront d'importantes [ressources et activités pédagogiques de l'Association ontarienne des Sociétés d'aide à l'enfance](#) pour renforcer la sensibilisation des jeunes à leurs droits et pour les informer des moyens de demander de l'aide. Joignez-vous à nous le 24 octobre 2019 – **Journée Passez au mauve** – avec le hashtag #JeROMPSlesilence pour affirmer votre détermination à protéger les jeunes des dangers qui les menacent.



Le gouvernement de l'Ontario a récemment lancé son **Sondage sur la modernisation des services de bien-être de l'enfance**, pour obtenir une rétroaction et des commentaires de personnes qui ont connu le système de protection de l'enfance et les services en établissement. Les jeunes, les familles, les fournisseurs de soins, les prestataires de services et les travailleurs de première ligne, entre autres, peuvent y répondre. Le sondage, en anglais et en français, est anonyme et prend environ 20 minutes. [Répondez au sondage ici](#).

COMMENT NOUS POUVONS AIDER

Traduction française manquante

Un homme a fait appel à l'Unité des services en français de l'Ombudsman après avoir essayé plusieurs fois d'obtenir des services en français auprès d'Aide juridique Ontario. Il avait notamment demandé un document particulier d'Aide juridique sur les politiques et procédures de plaintes, mais n'avait reçu qu'un exemplaire en anglais.

Quand il a fait appel à notre aide, notre Bureau a communiqué avec Aide juridique Ontario. Nos interventions ont incité Aide juridique Ontario à traduire le document au complet en français et à le mettre à la disposition non seulement du plaignant, mais de tous ses clients.

Difficulté technique

Une élève de 10^e année a été déçue d'avoir échoué à la partie écrite du Test provincial de compétences linguistiques de l'Ontario. Elle avait été autorisée à soumettre la partie rédactionnelle du test par ordinateur, à titre de mesure d'adaptation pour sa dyslexie, mais en raison d'un problème technique son essai n'est jamais parvenu à l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE).

La mère de cette élève s'est plainte que les agents de l'OQRE maintenaient que la seule option pour sa fille était de communiquer avec son école pour refaire le test au complet. Le personnel de l'Ombudsman s'étant entretenu avec des responsables de l'OQRE, ceux-ci ont accepté d'examiner le reste des résultats de cette élève, qu'ils ont calculés au prorata, lui accordant une note de passage.

C'est le bon foyer

Mécontent de son placement dans un foyer d'accueil, un jeune âgé de 17 ans a demandé à sa travailleuse sociale de la Société d'aide à l'enfance de lui trouver un autre placement, mais celle-ci lui a répondu que le foyer où il se trouvait était le meilleur pour lui.

Considérant que sa demande n'avait pas été entendue, ce jeune a communiqué avec l'Unité des enfants et des jeunes de l'Ombudsman. Notre personnel lui a expliqué que tous les jeunes ont le droit de demander un examen de leur placement, dans le cadre du processus du Comité consultatif sur les placements en établissement (CCPE). Le jeune plaignant a communiqué ceci à sa travailleuse

sociale, qui n'était pas au courant du processus. Nous avons parlé à celle-ci des droits qu'avait ce jeune à demander un examen, et elle a alors indiqué qu'elle envisagerait de lui trouver un autre foyer.

Depuis, le jeune a emménagé dans un nouveau foyer. Il a dit à notre personnel qu'il est satisfait de ce nouveau placement et qu'il reste en contact avec sa Société d'aide à l'enfance pour la planification de la transition.

En savoir plus sur d'autres cas que nous avons réglés

L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. L'Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1er avril 2016.

Portez plainte ou contactez nous ici

Copyright © 2019 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#)